**« Dire et construire la paix dans l'espace franco-allemand.
Approches théoriques, pratiques politiques, culturelles et sociales »**

*Jean-Paul Cahn (Université Paris IV) ; Françoise Knopper (Université Toulouse 2) ;
Hélène Miard-Delacroix (Université Paris IV) ; Anne-Marie Saint-Gille (Université Lumière
Lyon 2)*

Compte rendu de la séance du 13 mars 2009

Lieu : Maison Heinrich Heine, Cité Universitaire, Fondation de l'Allemagne, Cité Internationale Universitaire de Paris, 27 C, Boulevard Jourdan, 75014 Paris

Intervenants : Fabien THEOFILAKIS (Paris X Nanterre)
Eva LUCHTMEIER (ENS-LSH et Université de la Sarre)

Langues de travail : français et allemand

Discutants : Bernd WEGNER (Hamburg), Marcus OBRECHT (Freiburg)

La première intervention, présentée par **Fabien Theofilakis**, est intitulée « **Prisonniers de guerre en mains françaises (1944-1949)** ».

Résumé de l'intervention :

Fabien Theofilakis commence par rappeler les caractéristiques principales de la captivité des prisonniers de guerre en France ainsi que les acteurs impliqués dans la gestion des prisonniers.

La responsabilité de l'Allemagne dans la guerre justifie pour la France le fait de garder les prisonniers en temps de paix. Par ailleurs, la disparition de l'État allemand empêche la signature d'un traité de paix mettant fin à la captivité et fixant des réparations. Mais c'est essentiellement l'objectif de production de la France qui détermine le rapatriement.

Fabien Theofilakis souligne que cette captivité de masse a constitué un enjeu déterminant pour la France mais également pour l'Allemagne. Il propose d'envisager le rapatriement des prisonniers de guerre allemands (PGA) en ZFO à partir de 1945 sous trois dimensions :

- 1) en le replaçant dans l'histoire de la captivité pour le considérer en termes de rupture (fin de la présence du PG en France, passage du statut de PG à celui de civil) et de continuité (distinction entre démobilisation militaire et la démobilisation culturelle).
- 2) dans une perspective comparée pour tenter de comprendre pourquoi la déprise de guerre après 1945 a réussi là où celle de 1918 avait échoué.
- 3) en s'attachant au caractère inédit du contexte : les vaincus français deviennent les vainqueurs des Allemands, les occupants de la France sont occupés par les Français.

En conclusion de l'introduction, Fabien Theofilakis souligne que l'historiographie n'a que peu abordé le rapatriement des PG en ZFO. L'histoire de ce rapatriement pourra être l'occasion de revenir sur les traces persistantes de la guerre et de la défaite et de considérer l'histoire allemande d'après 1945 non seulement comme une « histoire d'une transformation radicale » mais aussi comme une *Belastungsgeschichte*, une histoire d'un passé qui ne passe pas.

Le rapatriements des « malades » et des « inaptes »

L'organisation du rapatriement des « inaptes » au travail à partir septembre 1945 est exclusivement liée à la situation économique en France. La politique d'occupation ne saurait entrer en ligne de compte et Paris impose ses décisions à Baden-Baden. Bien que la situation dans la ZOF ne soit guère meilleure qu'en France, aucune structure n'est initialement prévue pour accueillir les prisonniers rapatriés.

Fabien Theofilakis rappelle l'organisation du rapatriement des PGA en ZFO puis s'attache au rôle des trois acteurs de ce rapatriement :

- En concevant, fin 1945, le rapatriement des « inaptes » selon des critères essentiellement économiques, les autorités françaises prolongent en fait une logique de libération : en temps de paix, la captivité sert à fournir de la main-d'œuvre au titre des réparations ; libérer les hôpitaux des malades revient à libérer la France. Dans une logique de continuité militaire, les autorités françaises réduisent le rapatriement au seul transport vers l'Allemagne, ennemi vaincu responsable de ses soldats.

En termes administratifs, les PG ne sont pas libérés mais seulement mis « en congé de libération ». Selon les autorités militaires d'occupation ils sont sous la responsabilité des autorités civiles allemandes, donc indirectement du Gouvernement militaire civil alors que ce dernier estime que ce sont toujours les militaires (CSTO) qui sont responsables.

Une structure médicale est édiflée à la charge des autorités allemandes. A plusieurs reprises, le CICR souligne la situation défavorable des inaptes. L'évolution du contexte économique en métropole, l'augmentation des rapatriements et la nécessité d'élaborer une véritable politique d'occupation poussent les autorités militaires de la zone à revoir leur seuil de responsabilité et à concevoir à partir d'août 1946 une structure médicale duale. Fabien Theofilakis évoque plusieurs explications possibles de ce changement : prise en considération du décalage entre rapatriement et insertion ; nouvelle perception de l'Allemand ; prise de responsabilité nouvelle entre la France puissance détentrice et la France puissance occupante vis-à-vis des effets de la captivité sur l'opinion publique ; ou enfin selon le CICR « espoir de pouvoir récupérer pour le travail un certain nombre de PG, précédemment déclarés inaptes ».

- Pour Fabien Theofilakis, s'il y a évolution, elle est du côté du CICR qui tente d'utiliser ces tensions franco-françaises pour faire valoir une logique « conventionnelle » opposée à la logique économique des Français. L'opposition entre les autorités françaises et le CICR sur l'interprétation de la Convention de Genève se cristallise autour de l'appréciation des responsabilités des autorités françaises vis-à-vis du rapatrié. Le CICR souligne en vain la contradiction juridique de la démobilisation à la française (militairement les PG sont simplement mis en congé de captivité mais du point de vue sanitaire ils sont libérés). Le décret ministériel d'août 1947 entérine le fait que les PG rapatriés doivent être hospitalisés par des services allemands. L'échec relatif du CICR conduit Fabien Theofilakis à se demander si le CICR n'est pas, dans une certaine mesure, devenu prisonnier vers 1947 de son carcan conventionnel qui l'empêche d'envisager le rapatrié autrement que comme un PG. Fabien Theofilakis suppose que c'est aussi pour cela que le CICR n'a pas vu en quoi le rapatriement des inaptes amorce la dynamique qui transforme le rôle dévolu aux autorités allemandes.

- Les autorités allemandes vont bénéficier de cette évolution : en forçant les autorités allemandes à s'organiser, à jouer le rôle d'intermédiaire, le désengagement français offre paradoxalement les conditions d'apparition d'une politique allemande d'insertion, fondement d'une légitimité politique. L'évolution des structures du rapatriement des inaptes confiée aux autorités allemandes un système hospitalier qui va progressivement s'ouvrir aux civils.

Rapatriement général et démobilisations

Rentré de France, sorti de la captivité ?

Les étapes de démobilisation, identiques à celles du rapatriement des malades et des inaptes, sont institutionnalisées et les formalités militaires très rapides : militairement, on clôt en 4-5h une captivité de 3-4 ans.

A partir de trois exemples, Fabien Theofikalis montre que le retour ne peut être interprété comme un rituel de libération ouvrant sur la vie civile :

- 1) Les PG ne reçoivent pas un « certificat de démobilisation » trilingue comme dans les zones anglo-américaines mais une feuille de libération provisoire. Cette singularité peut être interprétée comme un héritage de la logique selon laquelle tout Allemand est considéré comme main d'œuvre légitime au titre des réparations de guerre.
- 2) Les effets considérés comme militaires et les objets neufs sont confisqués et de nombreux vols sont commis dans les camps et les trains de retour. Pour la France, la situation de pénurie vestimentaire et de rationnement alimentaire justifie la confiscation des effets militaires. Ces confiscations rappellent les fouilles consécutives à la capture ; en privant les PG de ce qu'ils rapportent de captivité, elles réduisent à rien le temps passé comme captif ; elles compliquent le retour en privant le PG des vêtements qu'il avait préparés pour la vie civile ; enfin, le fait qu'elles soient majoritairement commises par des troupes allemandes rend problématique le retour dans la communauté nationale.
- 3) Les avoirs : correspondant aux sommes saisies lors de la capture et de la solde du PG ainsi qu'au salaire, ils assurent le lien entre captivité et intégration. En théorie les autorités françaises ont pris les mesures pour le paiement de ces créances. Mais dans la pratique elles lient ces créances à celles des « travailleurs déportés français et alliés » qui n'ont pas été honorées. De plus les Alliés ne parviennent à s'entendre qu'en juillet sur un taux de change et décident que le paiement des soldes sera effectué par les gouvernements allemands (les *Landeszentralbanken* de la ZF commencent à régler les arriérés mi-1948).

Retour dans la Heimat : réception et perception dans la communauté nationale

Le franchissement de la frontière spatiale et symbolique que représente la sortie du camp ne signifie pas pour autant la fin du retour dans la *Heimat*. Une fois rentré chez lui, l'ancien prisonnier doit effectuer une série de démarches nécessaires à la reconnaissance de son statut de citoyen allemand de la zone française.

Par ailleurs, malgré les initiatives d'organisations caritatives et de nouveaux acteurs institutionnels qui apparaissent avec le renouveau de la vie politique dans la zone, les rapatriés sont confrontés à l'absence de toute structure institutionnelle. Leur prise en charge repose essentiellement sur les initiatives privées et la générosité de la population, qui semble ne pas avoir été à la hauteur des attentes espérées par les discours de mobilisation nationale en faveur des PG derrière les barbelés. L'échec relatif de ce qui était présenté comme un témoignage de solidarité vis-à-vis de ces victimes renvoie à la difficulté de passer de la rhétorique aux actes, à la difficulté pour la société allemande de trouver une place à ces rapatriés. L'insertion des rapatriés semble s'améliorer à partir de 1947.

Discussion :

Bernd Wegner (Hamburg) ouvre la discussion en soulignant l'importance du sujet de recherche pour le thème « reconstruire la paix » car il s'agit d'une période intermédiaire, qui n'est ni la paix, ni la guerre. Il pose ensuite la question de la situation du thème dans un contexte général. Monsieur Theofilakis s'est concentré dans son exposé sur les prisonniers de guerre en France et les administrations françaises. Il serait important de considérer le sujet dans son contexte général des prisonniers de guerre et de dépasser ainsi le point de vue national de l'historiographie. Beaucoup d'éléments qui ont été abordés sont communs à d'autres pays. Une approche comparative pourrait être intéressante.

Enfin, M. Wegner remarque que l'exposé a abordé de nombreux thèmes et se demande sur quel point se concentre le travail et quel en est l'aspect innovateur.

Fabien Theofilakis répond à M. Wegner qu'il est tout à fait d'accord sur le premier point. Le travail est conçu comme historiographie transnationale. La comparaison est essentielle mais en même temps lorsqu'on retrouve un phénomène ailleurs ce n'est pas tout à fait le même. Avec la comparaison, Fabien Theofilakis essaie de montrer les différences plus que les ressemblances (par exemple entre le rapatriement dans la zone française et dans la zone russe).

En ce qui concerne la question sur l'axe principal du travail, Fabien Theofilakis confirme qu'il est difficile de distinguer l'essentiel de l'accessoire. Il se concentre en premier lieu sur le passage d'un régime de guerre à un régime de paix. Le deuxième intérêt du travail est de ne pas s'arrêter à la libération mais d'étudier dans quelle mesure la population allemande est capable ou non d'intégrer les PG qui reviennent.

Bernd Wegner pose ensuite la question des sources. Fabien Theofilakis a essentiellement cité les sources administratives à différents niveaux. Il pourrait être intéressant de se pencher sur les chroniques des villes et des villages. Par ailleurs il se demande dans quelle mesure les témoignages interviennent.

Fabien Theofilakis indique que ses sources sont les archives administratives en France, la presse locale et nationale, les procès verbaux de gendarmerie, des témoins français (enfant des personnes qui ont employé les prisonniers), 80 interviews d'anciens prisonniers, les journaux des prisonniers (ils s'arrêtent tous à la libération) et les lettres de l'époque.

Bernd Wegner remarque que les statistiques ont été produites dans des conditions très particulières. Le fait de ne pas en avoir de plus fiables est un argument que nous devons accepter mais il faut être conscient des erreurs.

Fabien Theofilakis confirme que le problème de la justesse des statistiques se pose par exemple en ce qui concerne le nombre de prisonniers morts en France.

Marcus Obrecht (Freiburg) poursuit la discussion en posant la question de la théorie. Il existe différents types de guerres (guerre ancienne et guerre moderne) et il serait intéressant de s'interroger sur les conséquences psychologiques de la nouvelle guerre sur l'administration. Par ailleurs, Marcus Obrecht repose la question de la comparaison. Il propose une comparaison avec l'URSS, qui a également retenu les prisonniers de guerre. On pourrait se demander si le fait que la France et l'URSS ont retenu les prisonniers a un lien avec la nouvelle guerre.

Fabien Theofilakis propose de penser en catégories et de se poser les questions des catégories créées par l'administration. Le fait que tout soit géré en catégories est par exemple une continuité avec le régime de Vichy. En ce qui concerne la question de la comparaison, il remet la pertinence d'une comparaison entre la France et l'URSS en question car il lui semble délicat de comparer les relations franco-allemandes avec les relations franco-russes.

Florent Delporte (Université Paris IV) pose la question d'une rupture entre l'administration de Vichy et l'administration d'après-guerre.

Fabien Theofilakis répond que le personnel est le même. La continuité est difficile à prouver mais elle existe.

Anne-Marie Saint-Gille (Université Lumière Lyon 2) reprend la question de la comparaison entre la France et l'URSS en constatant que l'acteur principal est finalement le comité international de la Croix-Rouge, c'est-à-dire un acteur qui n'est pas franco-allemand. Anne-Marie Saint-Gille pose également la question du tournant, dans la mesure où le CICR était déjà dans une logique de démobilisation en 1943-1944.

Fabien Theofilakis estime une comparaison entre les relations France-Croix-Rouge et les relations URSS-Croix-Rouge délicate car l'URSS n'a pas signé la convention de Genève. En accord avec la deuxième remarque d'Anne-Marie Saint-Gille il souligne l'importance de la figure du tiers mais remarque également que le CICR n'est pas un acteur monolithique et que le point de vue des différents niveaux sur le même problème n'est pas le même.

Hélène Miard-Delacroix (Université Paris IV) revient sur la remarque d'introduction de Fabien Theofilakis concernant l'historiographie et objecte que l'intérêt de l'historiographie pour les zones d'ombre de l'histoire franco-allemande n'est pas nouveau. Mme Miard-Delacroix se demande par ailleurs si on trouve dans les documents un questionnement qui s'inscrit dans la problématique des déplacements de personnes (en lien avec la question de savoir si les prisonniers rentrent réellement chez eux ou sont envoyés dans une autre région allemande).

Fabien Theofilakis explique qu'il y a en 1947 une volonté française que les Allemands restent, ce qui constitue un grand changement entre 1945 et 1947. D'un autre côté, les sources ne donnent que rarement une indication sur l'origine précise des prisonniers et il est donc difficile de savoir s'ils rentrent chez eux.

Jean-Paul Cahn (Université Paris IV) insiste sur la nécessité d'intégrer dans le travail un paragraphe que la crédibilité et la fiabilité des classements. Par ailleurs il corrige l'affirmation de Fabien Theofilakis selon laquelle il n'y a pas eu d'instrumentalisation des prisonniers de guerre à leur retour en Allemagne : s'il n'y a pas eu d'instrumentalisation des prisonniers qui rentrent de France, il y a eu en Saarland instrumentalisation des prisonniers qui rentrent d'URSS.

La deuxième intervention, présentée par **Eva Luchtmeier**, est intitulée : « **Entre conviction, stratégie et influence. L'engagement franco-allemand au Bundestag et les enjeux d'une politique étrangère transfrontalière.** ».

Résumé de l'intervention :

Le travail d'Eva Luchtmeier interroge le rôle du Bundestag dans l'élaboration de la politique étrangère allemande. Plus exactement c'est la politique franco-allemande de l'Allemagne et la coopération avec la France qui sont au cœur du traitement de son sujet.

Afin de traiter ce sujet, Eva Luchtmeier se sert de la méthode de l'analyse discursive en civilisation germanique, qui porte une lumière nouvelle sur les relations franco-allemandes de l'après-guerre à aujourd'hui en se concentrant sur les débats de politique étrangère en séance plénière. Le travail s'articule ainsi autour de la double problématique : quel est le rôle du débat politique au Bundestag pour la politique étrangère de l'Allemagne? Dans quelle mesure l'analyse du rôle de la France pour la politique étrangère allemande permet-elle de répondre à cette question?

Eva Luchtmeier présente d'abord le modèle d'analyse qui traverse sa thèse afin de fixer le cadre méthodologique de son travail. Elle choisit l'approche constructiviste appartenant aux sciences politiques, reposant pour l'analyse discursive sur les analyses du politologue danois Ole Wæver, afin de combiner discours et événements à différentes échelles. Eva Luchtmeier procède ensuite dans les deux premières parties de son exposé à la présentation de deux de ces échelles d'analyse.

Dans une première partie furent exposées les conditions de possibilité du débat de politique étrangère au sein de l'institution politique du Bundestag. Parmi les déterminantes fonctionnelles et institutionnelles de la politique étrangère au Bundestag, Eva Luchtmeier distingue entre les fonctions parlementaires qui concernent la politique étrangère et le conditionnement institutionnel de tous les organes du Bundestag. Elle pose ensuite la question de l'apport de politique étrangère pour le Bundestag lui-même et inversement. Elle démontre que le débat parlementaire de politique étrangère participe à la démocratisation du système politique allemand. Inversement, le débat parlementaire permet au gouvernement de mener une politique étrangère plus lisible et compréhensible par rapport au public des électeurs. La confrontation directe entre opposition et gouvernement dans ces débats, permet d'éclaircir sujet et propos de la ligne politique générale.

La deuxième grille d'analyse des débats de politique étrangère au Bundestag est leur imbrication dans le champ géopolitique et diplomatique de la politique étrangère allemande. Dans une deuxième partie Eva Luchtmeier s'attache donc à répondre à la question de savoir comment interpréter les productions discursives ayant comme thème la France ou les relations franco-allemande dans le cadre des enjeux nationaux, internationaux (bilatéraux et multilatéraux) et européens de la politique étrangère allemande. Pour ce faire elle confronte une chronologie générale de la politique étrangère allemande de 1949 à 2003, à une chronologie particulière des relations franco-allemandes sur la même période. Se pose alors la question de la continuité et des ruptures dans ces deux champs politiques ainsi que leur confrontation aux contextes nationaux et internationaux. Eva Luchtmeier a ainsi tenté de démontrer qu'il existe une chronologie particulière de la coopération franco-allemande qu'il faudra analyser dans les débats de politique étrangère au Bundestag.

C'est à l'analyse des débats parlementaires sur un sujet proprement franco-allemand, le traité de l'Élysée, que fut consacrée la troisième et dernière partie de l'exposé. Grâce à l'analyse de cinq discours tenus entre 1963 et 2003 au Bundestag, Eva Luchtmeier propose une grille d'interprétation de l'évolution du rôle de la France pour la politique étrangère allemande et déchiffre les paramètres qui conditionnent ces discours réalisés par des personnes différentes dans des contextes différents. Il s'agit pour elle de montrer qu'il s'agit ici de l'essence même de l'analyse d'un discours politique, résultat d'une « influence » institutionnelle, d'une « stratégie » de pouvoir politique ou d'une « conviction » partisane selon le cas. Elle insiste particulièrement sur la distinction entre politique symbolique et politique de pouvoir qui semble être une variable ayant traversé la coopération franco-allemande dans ces énoncés et ses actions concrètes de 1963 à nos jours.

Eva Luchtmeier conclut en insistant sur le fait que le débat de politique étrangère au Bundestag est un indice important pour montrer l'équilibre des forces politiques en présence pour la formulation de la politique étrangère en Allemagne. Comme la France est un élément essentiel de la politique étrangère allemande, son rôle s'étend de « partenaire », à « modèle » jusqu'au « repoussoir ». En cela il faut, selon elle, reconnaître aux relations franco-allemandes une chronologie particulière par rapport aux événements généraux de la politique étrangère. Les contextes national, européen et international seraient souvent les déclencheurs de changements dans le rôle de la France pour la politique étrangère allemande.

Discussion :

Marcus Obrecht (Freiburg) débute sa reprise en insistant sur le caractère doublement innovant du travail d'Eva Luchtmeier. Premièrement, en science politique, l'organe de la séance plénière et le débat parlementaire en son sein, ne font que très rarement objet de recherches. D'autre part, l'approche diachronique de l'analyse générale est également peu usitée, mais très intéressante et fort utile.

Il reprend ensuite l'exposé d'Eva Luchtmeier sur la problématique en lui demandant si elle souhaite davantage traiter du rôle de la France pour la politique étrangère allemande ou de l'importance des relations franco-allemandes pour celle-ci. Sur la méthode, il pose la question de la distinction théorique à laquelle il faut procéder pour la politique étrangère en général (question du clivage opposition/majorité, potentiel symbolique de la politique étrangère), pour le traitement des différents acteurs intervenant dans les débats parlementaires, ainsi que pour les différentes arènes (globales, bilatérales) dans lesquelles se jouent les décisions de politique étrangère. Il insiste enfin sur la nécessité de procéder à une typologie des débats de politique étrangère en séance plénière. Concernant les résultats à attendre de ce travail, il estime qu'il serait fort intéressant de distinguer des phases dans l'analyse des discours qui devront se confronter aux différentes chronologies déjà établies. Ces phases se situeraient au-delà des continuités et discontinuités en politique étrangère.

Eva Luchtmeier répond qu'il lui est impossible à ce niveau du travail d'exclure soit les relations franco-allemandes, soit la politique étrangère de l'Allemagne envers la France de son propos. Ces deux dimensions lui semblent nécessairement complémentaires et lui servent à montrer que la coopération franco-allemande est plus que l'entre-deux des relations entre deux États. Concernant les distinctions théoriques auxquelles doivent se confronter les analyses de discours, Eva Luchtmeier remercie M. Obrecht d'avoir très justement distingué les différentes échelles de conditionnement des discours prononcés en séance plénière. Elle indique prendre en compte ces différents niveaux, ce qui constitue en même temps la

difficulté du traitement de son sujet. A la science politique s'ajoutent en effet des analyses prosopographiques et des travaux à différentes échelles géographiques et décisionnelles.

Bernd Wegner (Hamburg) pose ensuite la question de savoir quel est le caractère innovant de ce travail en estimant que les relations franco-allemandes ont, tout au moins en histoire, déjà fait l'objet d'un traitement très large. Il interroge la capacité des analyses de discours à rendre compte des non-dits dans les débats politiques concernant les relations franco-allemandes.

Eva Luchtmeier répond que selon elle le caractère innovant de son travail repose sur l'application de la méthode de l'analyse discursive à la tentative d'explication des motivations et de l'évolution des relations franco-allemandes et de la politique étrangère allemande à l'égard de la France. Dans ce domaine la recherche est encore récente. Et cette méthode servirait justement à montrer les choix effectués dans l'énoncé des problèmes franco-allemandes par les politiques à travers les différents filtres présentés dans l'exposé ci-avant.

Jean-Paul Cahn (Université Paris IV) insiste sur le fait de bien mettre en évidence le caractère « maquillé » des discours politiques. Afin d'affiner l'analyse il propose de consulter d'autres fonds d'archives donnant élucidation sur les motivations politiques et personnelles des différents intervenants (« le facteur humain »).

Eva Luchtmeier répond avoir déjà en partie mené ce travail, mais qu'il lui faut d'abord limiter son corpus de discours afin de ne pas se retrouver devant un ensemble d'archives insurmontable.

Hélène Miard-Delacroix (Université Paris IV) propose pour la problématique politique à l'égard de la France / traitement des relations franco-allemandes, de considérer le franco-allemand comme le cœur de la politique allemande autour duquel graviteraient les relations d'autres nature, avec la France, d'autres partenaires bilatéraux, multilatéraux, à l'échelle européenne ou internationale. Elle insiste sur le fait que cette hésitation est pour l'instant à maintenir car elle est féconde en problématiques concernant l'analyse de la relation entre la France et l'Allemagne. Elle sert à montrer le poids relatif des différents déterminants contextuels.

Françoise Knopper (Université Toulouse 2) pose enfin la question de la différence entre l'analyse de texte littéraire et l'analyse de texte en civilisation germanique.

Eva Luchtmeier lui répond en montrant la proximité entre les deux domaines d'application tout en insistant sur le fait que l'analyse de civilisation se sert du contexte événementiel, des acteurs et de différentes échelles décisionnelles donnant élucidation sur les choix effectués dans cette construction textuelle (dans ce cas particulier discursive).

Compte rendu rédigé par :

Gaëlle Lisack (Université Paris IV et Freie Universität Berlin)

Eva Luchtmeier (ENS-LSH et Université de la Sarre)